

Les " Fabris " reviennent bredouilles de chez Renault

Comme PSA, Renault n'a pas accédé, hier, à la demande des salariés. Certains - pas tous - voient un ultime espoir en une table ronde annoncée par le préfet.

De nos envoyés spéciaux

Ils ont voyagé le sourire aux lèvres et débarqué des cars avec le sourire, hier matin, devant le siège de Renault, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Ils étaient 180 « Fabris », rejoints par une poignée de syndicalistes (CGT et CFDT) de plusieurs sites Renault. Mais lorsque la délégation syndicale est sortie de la rencontre (près de 2 heures) avec la direction, les sourires se sont vite effacés : « Renault s'aligne sur PSA et nous propose aussi 3.300 € chacun [...] Ce sont des fumiers ! » lâche Guy Eyer mann, délégué CGT. Derrière lui, les insultes fusent à l'égard de Renault. Et la menace suprême : « Y'a plus qu'à tout faire péter ! » lance un salarié.



Les salariés de New Fabris étaient attendus devant les grilles du siège de Renault à Boulogne-Billancourt.

Explosion avant terme ?

Fabrice Gache, délégué central CGT de Renault, comme Thierry Saintot, délégué du personnel CFDT de Renault sont d'accord : « Renault et PSA doivent prendre leurs responsabilités ». C'est exactement ce que, en termes moins choisis, crient les « Fabris » en secouant les grilles de Renault.

Les délégués syndicaux calment pourtant le jeu : « Même si Renault n'a pas l'air au courant, le préfet Tomasini m'a annoncé une table ronde avec Renault et PSA. On va voir cela en rentrant à Châtelleraut. C'est la dernière chance », annonce Guy Eyer mann. Éric Poisson (CFDT) veut encore y croire : « Je ne me vois pas mettre le feu à l'usine, et toute possibilité de négociation doit être saisie, jusqu'au bout. »

Mais quand Guy Eyer mann indique : « Ils se foutent des machines, ils ne veulent récupérer que les pièces », Dominique Duval (FO) répond : « Je leur ai dit d'entrée que si on n'avait pas nos 30.000€, leurs pièces ne seraient plus qu'un tas de cendre. » Le syndicaliste ne le cache pas : « Si rien ne se passe, le 31 juillet, je fais sauter ! Si c'est pas fait avant... » À propos des bonbonnes de gaz, Christian Estrosi, ministre de

l'Industrie, déclarait à Orléans, hier : « Je crois savoir que certains membres du personnel ne sont pas d'accord avec cette attitude. Mes conseillers les écouteront au cas par cas. Pour les autres, je leur demande de retirer leurs menaces. Ce n'est pas un comportement digne. »

Bruno Besson

Lire aussi en page 37.

●● Redire cent fois la même chose

En descendant des trois cars (payés par la Région et la ville de Châtelleraut), les « Fabris » ont pris les calicots mais ont laissé les glacières dans les soutes. Beaucoup de glacières : « On est là pour la journée, faut pas se laisser abattre ! », nous assure l'un des manifestants. À peine descendu, Guy Eyer mann est assailli par une foule de journalistes. Les micros se tendent, les caméras de bousculent, une télé allemande, une autre iranienne sont là aussi. Et Guy Eyer mann répète cent fois la même chose, avec calme : « On est venus pour réclamer une indemnité de bons et loyaux services. Si Renault est d'accord, on dit merci et on s'en va. Si non, on ira jusqu'au bout. » L'étau de journalistes de resserre subitement autour du syndicaliste : « Ce n'est pas du bluff ? » Guy Eyer mann : « Quand on nous propose des merdes comme le CTP, quand Estrosi ne veut pas nous recevoir (de toute façon, c'est pas lui qui nous trouvera du boulot !), alors, on n'a plus le choix. » Mais le cégétiste sait maintenir le suspens : « Entre la menace et l'action, il y a un



Guy Eyer mann, délégué CGT New Fabris, a répondu aux questions des télévisions.

(Photo NR, Patrick Lavaud)

pas. » Et chaque radio, chaque télé lui demande de répéter encore. Et il s'exécute. Derrière le rideau médiatique, malgré le concert de klaxons hurlants, des voix s'élèvent pourtant : « On n'a plus rien à perdre, on va tout faire péter ! » Faute d'être reçus par la direction de Renault, deux élus tentent de se faire entendre. Bri-

gitte Tondusson, vice-présidente (PS) parle au nom du conseil régional : « La Région a voté un vœu unanime légitimant la demande de 30.000€. L'État n'est pas à la hauteur de ses responsabilités. Acculés, même si c'est malheureux, les salariés n'ont plus que la violence pour s'exprimer. » Cyril Cibert, lui, parle au nom

du PS qu'il représente au conseil municipal de Châtelleraut : « Les salariés de Fabris ont été méprisés par le député-maire qui sait faire venir Sarko, mais ne sait rien faire pour New Fabris. Quand il n'y a plus de propositions, quand on provoque, pas étonnant qu'on en arrive là. »



Sit-in improvisé devant les forces de l'ordre.



« Renault et PSA doivent prendre leurs responsabilités » ont clamé les manifestants.



Une tentative de blocage des voies de circulation.



Les élus PS châtelleraudais avaient fait le voyage.



Le syndicat FO s'est aussi fait entendre.

(Photos NR, Patrick Lavaud)